

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2006 : Numéro 5 — Régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada

INTRODUCTION

Le présent numéro du *Point en recherche* examine les conditions de logement des ménages habitant les régions métropolitaines de recensement (RMR)¹ du Canada selon les résultats du Recensement de 2006.

L'essentiel de la croissance des ménages de 2001 à 2006 s'est produit dans les RMR

Les RMR demeurent le lieu de résidence de la majorité des ménages au Canada. Il y en avait 33 au moment du Recensement de 2006 : quatre dans l'Atlantique, vingt dans la région du Centre et neuf dans l'Ouest canadien. L'Île-du-Prince-Édouard et les trois territoires du Nord canadien n'en comptent aucune. Près de 8,4 des 12,4 millions de ménages privés dénombrés au Canada lors du Recensement de 2006 vivaient dans une RMR, soit 67,7 %.

¹ Selon la définition établie aux fins du Recensement de 2006, une région métropolitaine de recensement (RMR) compte 100 000 habitants ou plus et est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un noyau urbain où vivent au moins 50 000 personnes. En 2006, six régions sont devenues des RMR, à savoir Moncton (Nouveau-Brunswick), Barrie, Brantford, Guelph et Peterborough (Ontario), et Kelowna (Colombie-Britannique). Auparavant, ces villes étaient des agglomérations de recensement (AR), c'est-à-dire des régions dont le noyau urbain compte 10 000 habitants ou plus.

Logement acceptable et besoins impérieux en matière de logement

On considère qu'un logement est acceptable s'il est de qualité convenable, de taille convenable et de prix abordable.

- Un logement est de **qualité convenable** si, de l'avis de ses occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures.
- Un logement est de **taille convenable** si le nombre de chambres suffit, compte tenu de la taille et de la composition du ménage, au sens des définitions figurant dans la Norme nationale d'occupation (NNO). Selon cette norme, « suffisamment de chambres » signifie une chambre pour chaque membre des catégories d'occupants suivantes : couple d'adultes; personne seule de 18 ans ou plus faisant partie du ménage; deux enfants de même sexe âgés de moins de 18 ans; fille ou garçon additionnel dans la famille, sauf s'il y a deux enfants de sexe opposé âgés de moins de cinq ans, qui peuvent partager la même chambre. Un ménage composé d'une personne seule peut occuper un studio (c'est-à-dire un logement sans chambre distincte).
- Un logement est **abordable** s'il coûte moins de 30 % du revenu du ménage avant impôt. Les frais de logement comprennent, pour les locataires, le loyer et les coûts de l'électricité, des combustibles, de l'approvisionnement en eau et des autres services municipaux et, pour les propriétaires, les paiements hypothécaires (principal et intérêt), les impôts fonciers, les charges de copropriété le cas échéant, ainsi que les coûts de l'électricité, des combustibles, de l'approvisionnement en eau et des autres services municipaux.

On dit d'un ménage qu'il éprouve des **besoins impérieux en matière de logement** si son habitation n'est pas conforme à au moins une des normes d'acceptabilité (qualité, taille ou abordabilité) et si 30 % de son revenu total avant impôt serait insuffisant pour payer le loyer médian des logements acceptables (répondant aux trois normes) situés dans sa localité.

De 2001 à 2006, la croissance du nombre des ménages au Canada s'est, aux trois quarts environ, produite dans les RMR². Près de la moitié de l'accroissement total des ménages dans les RMR a eu lieu dans les trois principaux centres du pays, à savoir Toronto, Montréal et Vancouver. Le reste était en partie attribuable à la nouvelle classification de Peterborough, Barrie, Brantford, Guelph, Moncton et Kelowna comme RMR en 2006.

Les plus fortes augmentations en pourcentage de 2001 à 2006 ont été observées à Barrie (18 %), Calgary (14,3 %), Oshawa (12,5 %), Edmonton (12 %) et Kelowna (10,6 %), où les taux de croissance du nombre de ménages ont nettement dépassé la moyenne de 7,9 % relevée pour l'ensemble des RMR du pays.

Les cinq RMR qui ont enregistré les plus faibles pourcentages de croissance de 2001 à 2006 sont Saint John (1,8 %), le Grand Sudbury (3 %), Saguenay (3,3 %), St. Catharines-Niagara (3,6 %) et Winnipeg (3,6 %).

La proportion de propriétaires-occupants continue d'augmenter dans les RMR

Comme à la fin des années 1990, la proportion de propriétaires-occupants au sein des RMR a poursuivi son ascension : elle est passée de 62,0 % en 2001 à 65,3 % en 2006. Le nombre des ménages propriétaires de leur logement s'y est accru de 8,7 %, tandis que celui des ménages locataires a diminué de 1 %.

En 2006, les RMR comptant les plus fortes proportions de ménages propriétaires étaient Barrie (80,7 %), Oshawa (78,6 %) et Kelowna (77,3 %). Comme par le passé, les taux de propriétaires-occupants des RMR du Québec étaient parmi les plus bas : celui de Montréal a eu beau progresser de 3 points de pourcentage, il était toujours en 2006 le plus faible de toutes les RMR du pays (53,4 %).

L'évaluation des conditions de logement

L'analyse décrite dans le présent *Point en recherche* s'appuie sur les données du recensement et sur la définition de ce qui constitue un logement acceptable, laquelle repose sur les normes de la qualité, de la taille et de l'abordabilité (voir l'encadré). Elle renseigne sur la proportion de ménages canadiens qui occupent un logement acceptable et sur la part des ménages en situation de besoin impérieux parmi ceux qui habitent un logement inacceptable.

Être mal logé en regard des normes ne signifie pas nécessairement éprouver des besoins impérieux en matière de logement. En effet, certains des ménages canadiens dont le logement n'est pas conforme à une ou plusieurs normes disposent néanmoins d'un revenu suffisant pour louer un logement acceptable, mais d'autres non : ce sont ces derniers qui se trouvent en situation de besoin impérieux.

L'univers des ménages pris en considération en vue d'évaluer les besoins impérieux en matière de logement comprend seulement les ménages privés³ non agricoles, non membres d'une bande et vivant hors réserve qui ont un revenu positif et dont le rapport frais de logement-revenu (RFLR) est inférieur à 100 %. Les frais liés aux résidences agricoles sont indissociables des frais liés aux autres bâtiments d'une ferme. Par ailleurs, les frais de logement ne sont pas recueillis pour les ménages (vivant dans les réserves ou hors réserve) qui voient ces frais pris en charge par leur bande. Aux fins de la mesure de l'abordabilité, la SCHL estime qu'il n'est pas possible d'interpréter un RFLR de 100 % ou plus, et, de ce fait, l'analyse ne tient pas compte des ménages auxquels un tel rapport s'applique, pas plus que des ménages dont le revenu est nul ou négatif.

² Selon la classification géographique du Recensement de 2006 relative aux RMR. L'accroissement du nombre de ménages dans les RMR résulte de trois phénomènes : la formation de ménages parmi les habitants des RMR; l'arrivée de ménages provenant de l'étranger ou de régions du Canada autres que les RMR; et la dissolution de ménages depuis le recensement précédent.

³ Selon le *Dictionnaire du Recensement de 2006* de Statistique Canada, un ménage privé est formé d'une personne ou d'un groupe de personnes qui occupent le même logement et qui n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

Parmi les 12,4 millions de ménages privés dénombrés lors du Recensement de 2006, 11,8 millions étaient des ménages non agricoles, non membres d'une bande et vivant hors réserve qui avaient un RFLR interprétable. Le présent Point en recherche examine les conditions de logement des 8,4 millions de ménages qui vivaient dans une RMR (sur ces 11,8 millions).

CONCLUSIONS

Les conditions de logement se sont améliorées dans les RMR

Les conditions de logement des ménages des RMR ont continué de s'améliorer de 2001 à 2006 (voir la figure 1). En 2006, les besoins impérieux en matière de logement touchaient 13,6 % des ménages (quelque 1,1 million) vivant dans les RMR, une proportion inférieure d'environ un point de pourcentage à celle de 14,7 % relevée en 2001. Par comparaison, la proportion était de 16,7 % en 1996 et de 14,3 % en 1991⁴.

En 2006, le pourcentage de ménages en situation de besoin impérieux demeurait plus élevé au sein des RMR (13,6 %) que dans l'ensemble du Canada (12,7 %). À l'instar des années antérieures, la proportion était aussi supérieure à celle des ménages aux prises avec des besoins impérieux en matière de logement ailleurs que dans une RMR (10,7 %).

L'abordabilité reste la principale cause des besoins impérieux en matière de logement

En 2006, comme en 2001, la vaste majorité (93,6 %) des ménages qui vivaient dans les RMR du Canada occupaient un logement en bon état, comportant suffisamment de chambres pour répondre à leurs besoins (92,9 %) selon la Norme nationale d'occupation (NNO). De plus, la plupart (74 et 66 %, respectivement) des ménages dont le logement ne répondait pas aux normes de la qualité et de la taille avaient les moyens de se loger de manière acceptable et, de ce fait, n'étaient pas considérés comme étant en situation de besoin impérieux.

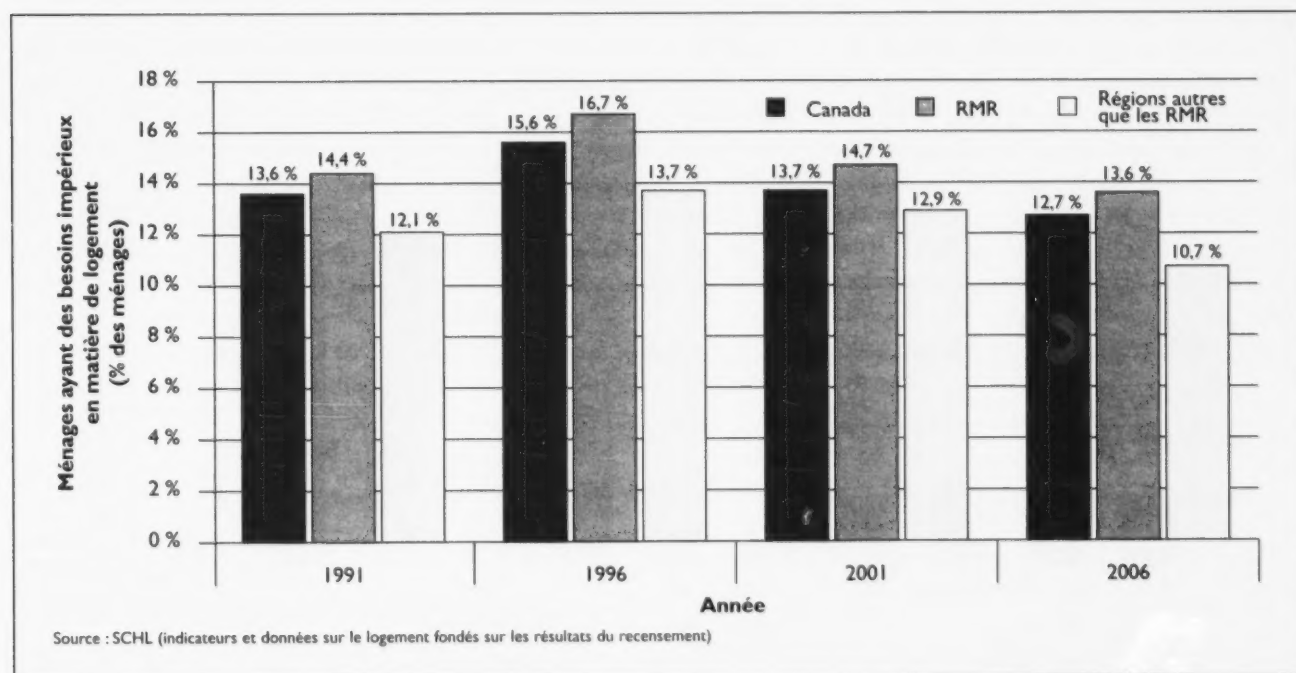


Figure 1 Proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement au Canada au sein des RMR et ailleurs (1991, 1996, 2001 et 2006)

⁴ Les estimations sont basées sur les RMR et leurs limites territoriales telles qu'elles existaient lors de chacune des années de recensement prises en considération.

L'abordabilité est demeurée problématique pour les ménages vivant dans les RMR en 2006 (voir la figure 2). Plus de la moitié des ménages des RMR dont le logement ne répondait pas à la norme de l'abordabilité ne disposaient pas d'un revenu suffisant pour pouvoir se procurer un logement abordable et se sont donc trouvés aux prises avec des besoins impérieux. En 2001, 21,8 % des ménages vivant dans une RMR occupaient un logement qui n'était pas abordable compte tenu de leur revenu et 13,2 % avaient des besoins impérieux. En 2006, toujours dans les RMR, la proportion des ménages qui consacraient au moins 30 % de leur revenu avant impôt à leurs frais de logement était en hausse – elle s'établissait à 23,4 % –, mais 12,4 % des ménages avaient des besoins impérieux en matière de logement.

Les besoins impérieux en matière de logement dans les RMR du Canada se font toujours le plus sentir à Toronto et à Vancouver

Les conditions de logement des ménages se sont améliorées dans la plupart des RMR de 2001 à 2006. Comme par le passé, c'était à Toronto et Vancouver, deux des trois plus

grandes RMR au pays, que les proportions de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement étaient les plus élevées parmi toutes les RMR du Canada : elles s'y chiffraient respectivement à 19 % et à 17 %. Plus d'un ménage sur cinq en situation de besoin impérieux au Canada (21,6 %) habitait Toronto (voir le tableau 1 en annexe).

Durant la période intercensitaire, les proportions de ménages aux prises avec des besoins impérieux en matière de logement n'ont augmenté que dans trois RMR, à savoir à Abbotsford, Peterborough et Guelph⁵, où elles sont passées respectivement de 11,5 à 12,9 %, de 13,2 à 14 %, et de 10,7 à 11,8 % (voir le tableau 1 en annexe). La plus faible proportion de ménages en situation de besoin impérieux parmi les RMR a été relevée à Saguenay en 2006 : en baisse de 3 points de pourcentage depuis 2001, elle est passée de 11,2 à 8,2 %. Regina, qui présentait la proportion la plus faible en 2001 (10,1 %), s'est classée deuxième en 2006 : le pourcentage de ménages aux prises avec des besoins impérieux s'y est établi à 9,6 %, en baisse de 0,5 point de pourcentage durant la période intercensitaire.

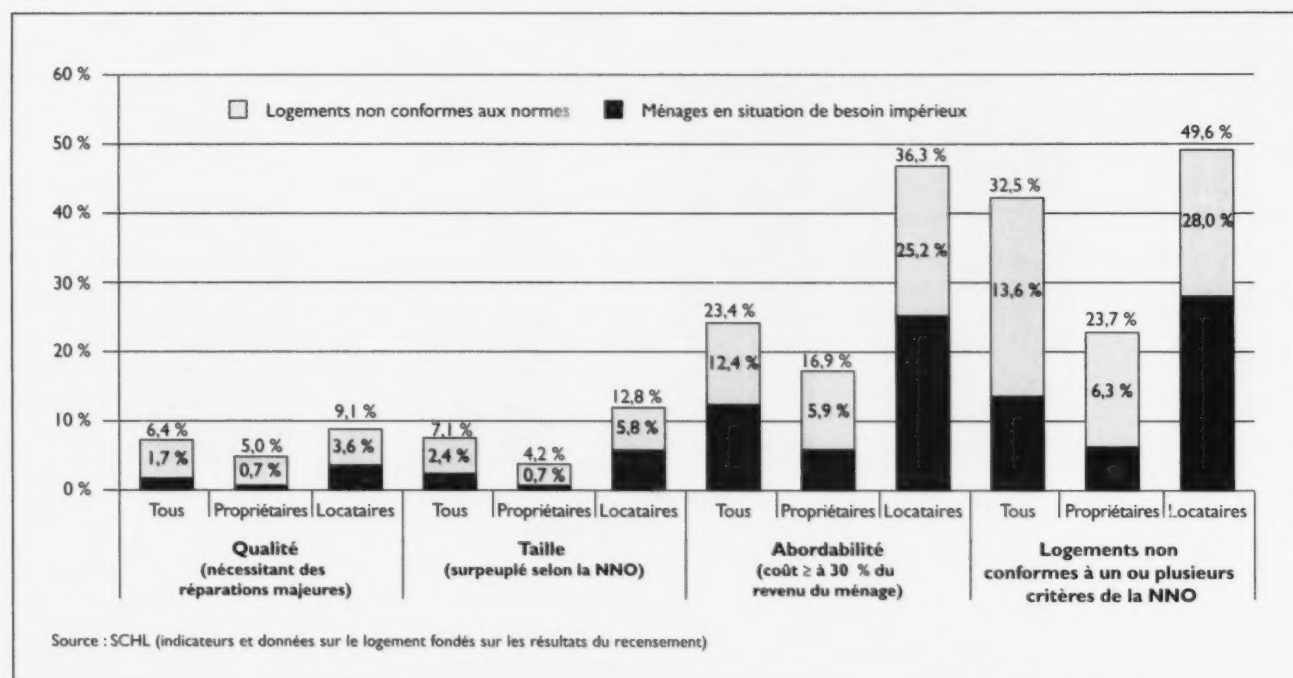


Figure 2 Pourcentage des ménages des RMR occupant un logement inacceptable et ayant ou n'ayant pas de besoins impérieux, 2006

⁵ Peterborough et Guelph sont des RMR depuis 2006.

Dans les RMR, les locataires continuent d'avoir plus de mal que les propriétaires à obtenir un logement acceptable

En 2006, seulement 33,7 % des ménages des RMR occupaient un logement locatif, mais les locataires formaient 69,2 % des ménages des RMR en situation de besoin impérieux. Cinq ans plus tôt, les locataires représentaient 37,1 % des ménages des RMR et 72,2 % de ceux qui éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement.

Les proportions de ménages locataires aux prises avec des besoins impérieux en matière de logement dans les différentes RMR étaient variables : elles allaient de 18,2 %, à Sherbrooke, à 37,4 %, à Toronto (voir la figure 3).

Les besoins impérieux se sont manifestés chez 28 % des locataires qui vivaient dans une RMR en 2006, un taux inférieur de 0,5 point de pourcentage à celui de 28,5 % relevé cinq ans plus tôt. En 1996, la proportion des locataires en situation de besoin impérieux atteignait 32,1 % dans les RMR. En 2006, comme les années précédentes, les difficultés à obtenir un logement acceptable et les besoins impérieux en matière de logement ont touché certains segments de la population de façon disproportionnée au sein des RMR du Canada (en particulier parmi les ménages locataires), à savoir les familles monoparentales, les immigrants récents et les Autochtones. La faiblesse du revenu est souvent en cause lorsque des ménages se heurtent à des besoins impérieux en matière de logement. La situation d'emploi et le lieu de résidence peuvent aussi contribuer à pareille situation, vu que les frais de logement dans les grandes RMR, en particulier à Toronto et à Vancouver (loyers mensuels moyens respectifs de 952 \$ et de 889 \$) sont en général plus élevés (voir le tableau 2 en annexe).

La proportion de propriétaires-occupants ayant des besoins impérieux en matière de logement n'a guère changé dans les RMR de 2001 (6,5 %) à 2006 (6,3 %). Sherbrooke et Toronto se démarquent pour les propriétaires de la même façon que pour les locataires : parmi les RMR, Sherbrooke présentait la plus faible proportion de propriétaires en situation de besoin impérieux (2,1 %), et Toronto, la plus forte (10,6 %), suivie de Vancouver (9,9 %).

Au fil des années, la part des propriétaires parmi les ménages éprouvant des besoins impérieux en matière de logement s'est accrue : de 23,7 % en 1996, elle est passée à 27,8 % en 2001 puis à 30,8 % en 2006.

Les frais de logement varient au sein des RMR

De 2001 à 2006, on a assisté dans l'ensemble des RMR à une hausse des frais de logement moyens, qui sont passés de 10 128 à 11 940 \$. Le revenu moyen des ménages s'est toutefois accru lui aussi : il était de 77 599 \$ en 2005 contre 65 846 \$ en 2000⁶. Le RFLR moyen de l'ensemble des ménages habitant les RMR s'est établi à 22,9 % en 2006, alors qu'il était de 22,2 % en 2001.

Dans l'ensemble des RMR, les ménages propriétaires avaient en 2006 des frais de logement moyens de 1 110 \$ (contre 936 \$ en 2001), tandis que les ménages locataires payaient en moyenne 766 \$ pour se loger (contre 686 \$ en 2001).

La capacité des ménages de se procurer un logement acceptable dans les RMR du Canada reste étroitement liée à leur revenu. Compte tenu des forts écarts entre le revenu des locataires et celui des propriétaires, les locataires ont plus de difficultés à cet égard. Dans les RMR, en 2005, les propriétaires disposaient d'un revenu moyen avant impôt (94 978 \$) qui était plus du double de celui des locataires (43 389 \$). De ce fait, en 2006, les ménages des RMR qui louaient leur logement avaient un RFLR plus élevé (29,4 %) que les propriétaires (19,6 %). Sur l'ensemble des RMR, le revenu des ménages locataires était de 40 618 \$ en 2000 et s'accompagnait d'un RFLR de 28,4 %, tandis que les chiffres correspondants pour les ménages propriétaires étaient de 80 740 \$ et de 18,6 %.

⁶ Le revenu déclaré lors d'un recensement est celui de l'année civile précédente.

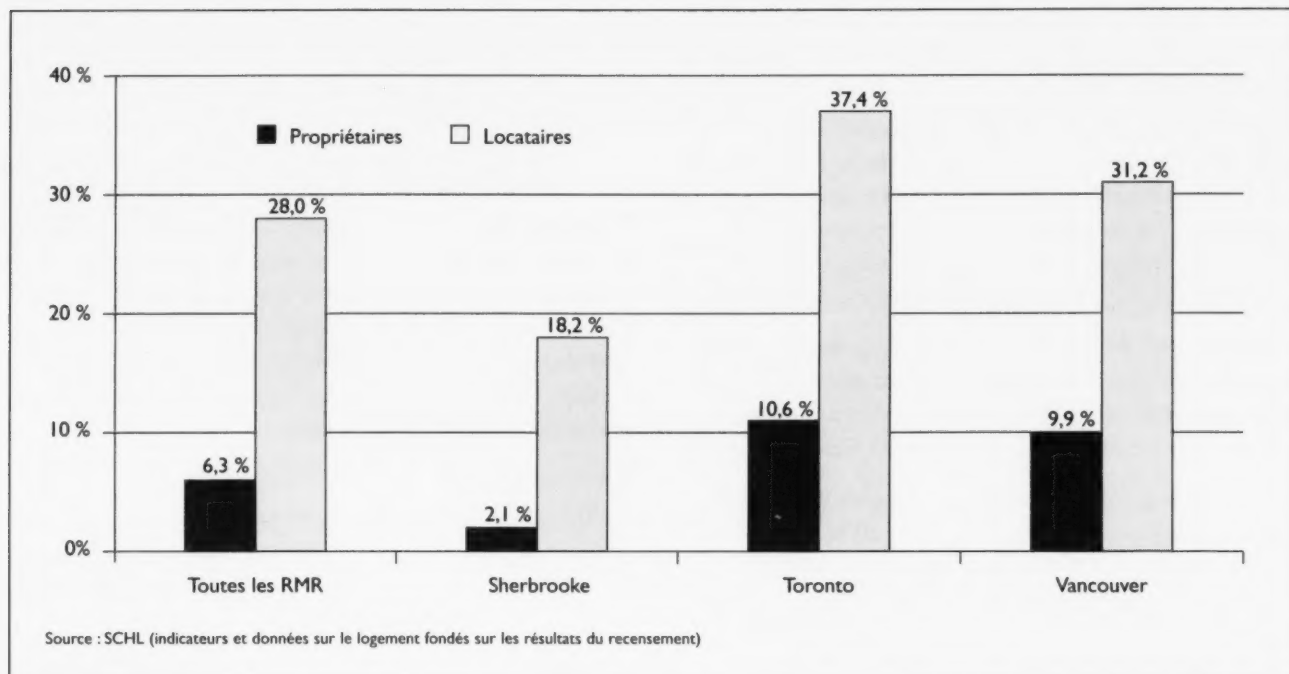


Figure 3 Proportion de propriétaires et de locataires parmi les ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement dans les RMR (2006)

En 2006, les ménages propriétaires qui faisaient face aux frais de logement moyens les plus élevés au Canada étaient ceux de Toronto (1 384 \$), d'Oshawa (1 278 \$) et de Barrie (1 241 \$) (voir le tableau 2 en annexe). Les ménages de propriétaires en mesure de se loger au moindre coût étaient ceux de Trois-Rivières (674 \$), Saguenay (692 \$) et Sherbrooke (764 \$).

Les frais de logement moyens les plus bas déclarés en 2006 par des ménages locataires dans les RMR du Canada ont été relevés à Trois-Rivières (498 \$), Saguenay (499 \$) et Sherbrooke (545 \$) et les plus élevés, à Toronto (952 \$), Barrie (920 \$) et Vancouver (889 \$) (voir le tableau 2 en annexe).

En 2006, comme en 2001, ce sont les ménages torontois qui ont fait face aux frais de logement les plus élevés au Canada, soit 1 251 \$.

RÉSUMÉ

Les données du Recensement de 2006 révèlent que plus des deux tiers (67,5 %) des ménages du Canada vivaient dans les 33 régions métropolitaines de recensement (RMR). Plus de 86 % des ménages habitant une RMR occupaient un logement acceptable ou disposaient d'un revenu suffisant pour se procurer dans leur localité un logement abordable, de qualité et de taille convenables. Tout comme l'avaient fait ressortir les recensements antérieurs, au sein des RMR, les ménages propriétaires étaient nettement plus susceptibles d'avoir un logement acceptable que les ménages locataires. Les problèmes d'abordabilité sont la principale raison pour laquelle un ménage risque de se trouver aux prises avec des besoins impérieux en matière de logement.

Bien que les besoins impérieux en matière de logement n'aient cessé de reculer depuis 1996, près de 1,1 million de ménages habitant des RMR (13,6 %) étaient aux prises avec de tels besoins en 2006.

Tableau 1 Proportion de ménages des RMR ayant des besoins impérieux en matière de logement et variation de cette proportion en point de pourcentage (2001 et 2006)

Année Région métropolitaine de recensement	2001		2006		Variation en point de pourcentage de 2001 à 2006 de la proportion des ménages ainsi touchés
	Proportion de ménages ayant des besoins impérieux (%)	Part du total des ménages ayant de tels besoins (%)	Proportion de ménages ayant des besoins impérieux (%)	Part du total des ménages ayant de tels besoins (%)	
Toronto	19,1	19,9	19,0	21,6	-0,1
Vancouver	17,3	8,2	17,0	8,6	-0,3
Peterborough	13,2	0,3	14,0	0,4	0,8
Halifax	16,3	1,5	13,6	1,4	-2,7
Barrie	14,2	0,5	13,5	0,6	-0,7
St. John's	13,5	0,6	13,5	0,6	0,0
Hamilton	13,7	2,2	12,9	2,2	-0,8
Abbotsford	11,5	0,4	12,9	0,5	1,4
London	13,2	1,5	12,8	1,5	-0,4
Kingston	15,0	0,6	12,7	0,5	-2,3
Windsor	12,8	1,0	12,7	1,0	-0,1
Montréal	14,1	12,7	12,6	12,4	-1,5
Victoria	13,4	1,1	12,4	1,1	-1,0
Trois-Rivières	12,9	0,5	12,3	0,5	-0,6
St. Catharines-Niagara	12,9	1,2	12,2	1,2	-0,7
Ottawa-Gatineau	13,7	3,7	12,1	3,5	-1,6
Guelph	10,7	0,3	11,8	0,4	1,1
Oshawa	12,0	0,8	11,6	0,9	-0,4
Brantford	15,9	0,3	11,4	0,4	-4,5
Kelowna	11,8	0,4	11,1	0,4	-0,7
Thunder Bay	11,9	0,4	10,9	0,4	-1,0
Moncton	10,8	0,3	10,8	0,4	0,0
Edmonton	10,9	2,5	10,6	2,8	-0,3
Winnipeg	10,8	1,9	10,4	1,9	-0,4
Kitchener	11,6	1,2	10,3	1,1	-1,3
Grand Sudbury	12,4	0,5	10,0	0,4	-2,4
Saint John	11,2	0,3	9,6	0,3	-1,6
Regina	10,1	0,5	9,6	0,5	-0,5
Sherbrooke	12,0	0,5	9,5	0,5	-2,5
Québec	12,3	2,3	9,3	1,9	-3,0
Saskatoon	10,7	0,6	9,3	0,6	-1,4
Calgary	11,2	2,6	9,0	2,4	-2,2
Saguenay	11,2	0,4	8,2	0,3	-3,0
Toutes les RMR	14,7	69,6	13,6	73,1	-1,1

Source :

SCHL (tableau sur mesure de données sur le logement fondées sur les résultats du recensement)

Tableau 2 Revenu moyen, frais de logement moyens et rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyen des ménages, selon le statut d'occupation, RMR, 2006

Région métropolitaine de recensement	Revenu moyen des ménages avant impôt (\$)			Frais de logement moyens (\$)			RFLR moyen avant impôt (%)		
	Tous	Propri.	Locat.	Tous	Propri.	Locat.	Tous	Propri.	Locat.
St. John's	67 773	80 499	34 192	829	907	617	21,6	18,3	30,8
Halifax	68 858	84 308	39 838	901	980	753	22,7	18,1	31,3
Moncton	61 764	72 874	34 431	779	831	648	21,0	17,3	30,2
Saint John	62 707	74 527	34 278	710	773	555	19,7	16,6	27,4
Saguenay	56 997	71 031	32 157	623	692	499	19,3	15,2	26,7
Québec	62 381	79 638	37 328	711	788	598	20,2	15,6	26,8
Sherbrooke	54 762	73 176	32 986	664	764	545	21,7	16,5	28,0
Trois-Rivières	52 770	68 616	30 858	600	674	498	20,7	15,6	27,8
Montréal	65 529	87 006	39 934	822	963	652	22,9	18,4	28,2
Ottawa - Gatineau	83 606	101 404	45 700	1 030	1 130	816	21,4	17,7	29,2
Kingston	71 723	86 465	39 326	926	997	769	22,4	18,3	31,6
Peterborough	68 029	79 217	37 147	911	963	766	22,8	19,3	32,8
Oshawa	84 556	95 142	44 145	1 191	1 278	850	22,7	20,6	30,9
Toronto	92 732	111 914	50 488	1 251	1 384	952	25,2	22,5	31,2
Hamilton	79 504	94 015	41 183	1 041	1 143	766	22,7	19,9	30,4
St. Catharines - Niagara	66 960	76 518	37 878	894	950	722	22,3	19,6	30,8
Kitchener	80 429	95 544	44 210	1 033	1 133	792	22,0	19,2	28,8
Brantford	69 443	80 115	38 764	906	971	718	21,6	18,9	29,6
Guelph	80 377	94 617	43 827	1 084	1 192	802	22,3	19,6	29,3
London	72 728	89 293	39 293	938	1 041	727	22,6	18,9	30,1
Windsor	75 774	88 095	37 787	953	1 032	706	21,7	18,7	31,2
Barrie	78 668	86 403	45 127	1 182	1 241	920	24,0	22,1	32,3
Greater Sudbury	69 840	85 413	37 319	816	907	625	20,4	16,5	28,7
Thunder Bay	66 239	77 610	34 468	775	830	622	20,1	16,8	29,4
Winnipeg	66 300	80 807	35 556	768	836	621	20,2	16,5	28,1
Regina	70 012	83 461	37 463	817	883	656	20,3	16,7	29,0
Saskatoon	68 351	84 173	35 020	836	918	661	22,3	18,3	31,0
Calgary	101 749	118 507	51 783	1 106	1 183	873	21,6	19,3	28,4
Edmonton	81 524	96 694	46 032	961	1 039	774	21,1	18,1	28,2
Kelowna	68 117	75 303	44 019	958	984	871	23,1	20,5	32,0
Abbotsford	68 378	77 422	42 126	1 049	1 143	770	24,2	22,3	29,9
Vancouver	78 108	92 509	49 612	1 107	1 215	889	24,8	22,0	30,2
Victoria	71 159	85 481	43 933	979	1 062	820	23,3	19,5	30,7
Toutes les RMR	77 599	94 978	43 389	995	1 110	766	22,9	19,6	29,4

Source : SCHL (tableau sur mesure de données sur le logement fondées sur les résultats du recensement)

Tableau 3 Proportion de ménages occupant un logement inacceptable et éprouvant des besoins impérieux en matière de logement, RMR, 1991-1996-2001-2006

		Logement non conforme à la norme de la qualité et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de la taille et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de l'abordabilité et besoins impérieux		
		Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)
Canada	2006	1,9	1,1	3,7	1,9	0,6	4,9	11,4	5,5	24,6
	2001	2,1	1,4	3,5	2,0	0,6	5,0	12,3	5,6	25,7
	1996	2,4	1,6	3,8	2,6	0,7	6,0	13,9	5,7	29,1
	1991	2,3	1,6	3,3	2,0	0,6	4,2	11,8	4,7	24,1
Régions autres que RMR	2006	2,4	1,8	4,0	0,9	0,4	2,4	9,2	4,9	22,6
	2001	2,5	2,1	3,9	1,0	0,4	2,7	10,5	5,3	25,6
	1996	3,1	2,5	4,7	1,6	0,7	4,1	12,5	5,9	38,4
	1991	3,0	2,6	3,9	1,4	0,7	3,1	9,9	4,7	23,6
Toutes les RMR	2006	1,7	0,7	3,6	2,4	0,7	5,8	12,4	5,9	25,2
	2001	1,9	0,9	3,4	2,6	0,7	5,8	13,2	5,8	25,7
	1996	2,0	1,0	3,6	3,2	0,8	6,7	14,9	5,7	29,0
	1991	1,9	1,0	3,1	2,3	0,6	4,6	12,9	4,6	24,4
St. John's	2006	2,1	1,0	4,8	0,8	0,2	2,3	12,3	5,3	30,9
	2001	1,8	1,1	3,5	0,9	0,1	2,6	12,5	4,7	31,4
	1996	2,2	1,5	3,7	1,7	0,5	4,4	13,5	5,6	31,2
	1991	2,0	1,6	3,1	2,3	0,8	5,6	12,2	5,5	26,4
Halifax	2006	2,2	1,2	4,1	1,2	0,4	2,7	12,5	4,9	26,7
	2001	2,6	1,7	4,2	1,7	0,4	4,0	14,8	5,8	30,3
	1996	2,2	1,5	3,2	2,0	0,6	4,3	15,3	5,5	31,1
	1991	1,9	1,5	2,7	1,7	0,5	3,4	13,1	5,1	24,7
Moncton**	2006	1,6	0,9	3,2	0,7	0,1	2,0	10,0	3,8	25,4
	2001	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Saint John	2006	2,1	1,2	4,1	0,8	0,1	2,5	8,7	3,3	21,6
	2001	1,7	1,0	3,2	0,7	0,2	1,9	10,4	4,1	24,0
	1996	2,4	1,5	4,1	1,4	0,2	3,6	12,9	4,0	31,0
	1991	2,2	1,8	2,7	1,6	0,6	3,3	12,7	3,8	28,3
Saguenay	2006	0,9	0,2	2,2	0,2	0,0	0,6	7,9	2,3	18,0
	2001	1,2	0,7	2,0	0,5	0,1	1,1	10,8	3,4	23,7
	1996	1,5	0,8	2,6	0,6	0,1	1,4	12,7	4,6	26,3
	1991	1,4	1,0	2,1	0,8	0,2	1,6	9,9	3,4	20,6
Ville de Québec	2006	1,0	0,4	1,9	0,6	0,1	1,3	8,9	2,5	18,2
	2001	1,2	0,6	1,9	0,7	0,1	1,4	11,7	3,6	22,1
	1996	1,5	0,8	2,4	1,0	0,3	1,9	14,6	4,4	27,8
	1991	1,3	0,8	2,0	1,1	0,3	2,0	12,8	3,8	23,5
Sherbrooke	2006	0,9	0,2	1,8	0,7	0,0	1,5	9,1	2,0	17,5
	2001	0,9	0,6	1,3	0,8	0,1	1,6	11,6	2,8	21,5
	1996	1,3	1,0	1,7	1,0	0,1	2,0	15,5	3,9	27,9
	1991	1,4	0,8	2,1	1,1	0,2	2,0	14,4	3,8	25,3

Tableau 3 Proportion de ménages occupant un logement inadmissible et éprouvant des besoins impérieux en matière de logement, RMR, 1991-1996-2001-2006 (suite)

		Logement non conforme à la norme de la qualité et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de la taille et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de l'abordabilité et besoins impérieux		
		Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)
Trois-Rivières	2006	1,3	0,5	2,3	0,3	0,0	0,7	11,8	3,1	23,9
	2001	1,1	0,8	1,5	0,6	0,2	1,0	12,5	3,7	24,8
	1996	1,7	1,0	2,8	0,7	0,2	1,4	15,5	4,5	30,3
	1991	1,7	1,0	2,6	0,9	0,3	1,6	14,3	4,0	27,2
Montréal	2006	1,6	0,5	3,0	1,9	0,3	3,8	11,8	3,4	21,8
	2001	1,5	0,6	2,5	1,9	0,3	3,6	13,2	4,0	23,0
	1996	2,0	0,9	3,2	2,7	0,5	4,8	17,9	5,5	30,3
	1991	2,0	0,8	3,1	2,3	0,4	4,1	15,9	4,8	26,1
Ottawa - Gatineau	2006	1,6	0,5	4,0	2,0	0,4	5,3	10,9	4,4	24,7
	2001	1,8	0,8	3,7	2,5	0,6	5,7	12,0	4,8	24,3
	1996	2,0	0,8	3,7	2,7	0,4	6,1	13,7	4,7	27,3
	1991	1,4	0,5	2,6	1,7	0,2	3,5	10,3	3,4	19,3
Gatineau	2006	1,4	0,6	3,2	1,1	0,2	3,1	9,5	3,2	23,2
	2001	1,5	0,7	2,9	1,1	0,3	2,6	10,4	3,5	22,1
	1996	1,8	1,1	3,1	1,7	0,4	3,8	13,3	4,6	28,4
	1991	1,4	0,7	2,5	1,4	0,3	3,3	10,2	3,3	21,1
Ottawa	2006	1,7	0,5	4,2	2,3	0,5	6,1	11,4	4,8	25,3
	2001	2,0	0,8	4,0	2,9	0,7	6,7	12,6	5,2	25,0
	1996	2,0	0,7	3,9	3,0	0,4	6,8	13,8	4,8	27,0
	1991	1,4	0,4	2,6	1,7	0,2	3,6	10,3	3,4	18,8
Kingston*	2006	2,2	0,6	5,7	1,0	0,2	2,9	11,9	4,7	27,7
	2001	2,1	0,9	4,4	1,5	0,5	3,2	14,1	5,4	30,2
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Peterborough**	2006	2,2	1,0	5,5	1,2	0,3	3,5	13,1	6,6	30,9
	2001	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Oshawa	2006	1,5	0,5	5,2	1,2	0,3	4,5	10,9	5,5	31,8
	2001	1,7	0,8	4,8	1,1	0,3	4,0	11,2	5,3	30,3
	1996	1,7	1,0	3,7	1,5	0,3	4,4	12,3	5,3	30,7
	1991	1,2	0,6	2,8	1,1	0,3	3,1	10,0	3,9	25,0
Toronto	2006	2,1	0,9	4,7	5,1	1,7	12,6	16,8	10,0	31,7
	2001	2,5	1,1	4,9	5,2	1,5	12,1	16,3	9,0	29,8
	1996	2,5	1,1	4,6	6,1	1,5	13,0	16,7	7,9	29,8
	1991	1,9	0,9	3,3	3,5	1,0	7,1	11,5	5,2	20,6
Hamilton	2006	1,8	0,7	4,9	1,7	0,4	5,1	11,9	5,6	28,6
	2001	1,8	0,8	4,1	1,7	0,4	4,7	12,6	5,7	28,6
	1996	2,2	1,1	4,4	1,9	0,5	4,5	13,8	5,4	30,4
	1991	1,6	0,8	3,1	1,1	0,3	2,8	10,0	3,9	21,8
St. Catharines - Niagara	2006	1,7	0,9	4,2	1,1	0,2	3,7	11,5	5,7	29,3
	2001	1,8	1,1	3,9	1,1	0,3	3,4	12,1	6,2	29,0
	1996	2,3	1,3	4,6	1,1	0,4	3,0	13,5	5,8	33,3
	1991	1,8	0,9	4,1	1,0	0,4	2,6	9,8	4,0	24,9

Tableau 3 Proportion de ménages occupant un logement inadmissible et éprouvant des besoins impérieux en matière de logement, RMR, 1991-1996-2001-2006 (suite)

		Logement non conforme à la norme de la qualité et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de la taille et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de l'abordabilité et besoins impérieux		
		Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Propr. (%)	Locat. (%)
Kitchener	2006	1,2	0,4	3,2	1,3	0,2	3,9	9,6	4,0	23,1
	2001	1,5	0,6	3,3	1,5	0,3	4,1	10,9	4,5	24,3
	1996	1,9	0,8	3,7	1,9	0,4	4,6	12,4	4,5	26,2
	1991	1,6	0,6	3,2	1,3	0,2	3,1	9,5	3,2	20,0
Brantford**	2006	1,8	0,6	5,4	1,2	0,3	3,9	10,5	4,6	27,3
	2001	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Guelph**	2006	1,3	0,4	3,6	1,1	0,3	3,2	11,0	5,2	25,9
	2001	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
London	2006	1,8	0,6	4,2	1,6	0,3	4,0	11,9	4,6	26,7
	2001	1,7	0,7	3,5	1,6	0,2	4,1	12,3	4,3	26,9
	1996	2,2	1,0	4,0	2,0	0,4	4,6	14,5	4,9	29,9
	1991	1,9	0,7	3,7	1,5	0,2	3,4	10,8	3,1	21,8
Windsor	2006	1,6	0,8	4,1	1,8	0,5	5,8	11,7	5,4	31,2
	2001	1,8	0,9	4,2	1,7	0,4	5,3	11,9	5,4	29,4
	1996	2,1	1,1	4,3	2,0	0,5	5,5	12,9	5,7	29,6
	1991	1,9	1,1	3,7	1,6	0,5	4,1	10,9	4,7	25,2
Greater Sudbury	2006	1,7	0,4	4,5	0,8	0,2	2,3	9,3	2,7	23,2
	2001	2,0	1,0	4,1	0,7	0,1	1,8	11,7	4,4	26,8
	1996	2,5	1,1	5,0	1,3	0,2	3,2	14,1	4,3	31,7
	1991	2,0	1,1	3,7	1,1	0,3	2,7	10,6	3,9	22,9
Thunder Bay	2006	1,7	1,0	3,6	0,8	0,2	2,6	10,1	4,0	27,2
	2001	1,9	1,2	3,8	0,9	0,3	2,6	11,1	4,6	29,1
	1996	2,2	1,7	3,5	1,5	0,5	4,0	11,8	4,9	28,5
	1991	2,2	1,6	3,5	1,3	0,3	3,4	9,4	3,6	22,5
Winnipeg	2006	1,9	0,8	4,2	2,1	0,4	5,7	8,9	3,6	20,1
	2001	1,8	1,0	3,6	1,7	0,4	4,4	9,4	3,5	21,1
	1996	2,4	1,5	4,1	2,3	0,5	5,6	13,5	4,3	30,9
	1991	2,3	1,5	3,6	2,1	0,5	4,9	12,9	4,3	27,8
Regina	2006	1,7	0,9	3,7	1,3	0,3	3,6	8,5	3,0	21,6
	2001	1,9	0,9	4,2	1,6	0,2	4,6	9,3	3,0	23,7
	1996	2,0	0,9	4,1	1,6	0,2	4,3	11,1	3,9	25,9
	1991	2,6	1,7	4,4	1,8	0,6	4,3	12,9	5,8	27,1
Saskatoon	2006	1,2	0,5	2,7	1,1	0,3	2,8	8,9	3,0	21,3
	2001	1,4	0,6	2,8	1,6	0,2	4,3	10,1	3,3	23,5
	1996	1,6	0,6	3,3	1,7	0,2	4,4	12,7	3,5	28,2
	1991	2,6	1,8	3,9	2,0	0,4	4,5	15,5	7,3	28,7

Tableau 3 Proportion de ménages occupant un logement inacceptable et éprouvant des besoins impérieux en matière de logement, RMR, 1991-1996-2001-2006 (suite)

		Logement non conforme à la norme de la qualité et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de la taille et besoins impérieux			Logement non conforme à la norme de l'abordabilité et besoins impérieux		
		Tous (%)	Prop. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Prop. (%)	Locat. (%)	Tous (%)	Prop. (%)	Locat. (%)
Calgary	2006	1,0	0,4	2,6	1,0	0,3	3,1	8,5	4,3	20,8
	2001	1,4	0,8	3,0	1,2	0,4	3,2	10,4	5,5	22,7
	1996	1,3	0,6	2,7	1,6	0,4	4,0	10,2	4,3	21,9
	1991	1,5	0,9	2,4	1,5	0,4	3,4	11,1	3,9	22,6
Edmonton	2006	1,3	0,7	2,6	1,3	0,3	3,6	9,8	4,2	22,8
	2001	1,5	0,9	2,7	1,4	0,3	3,6	10,0	4,2	21,9
	1996	1,3	0,7	2,5	1,9	0,4	4,6	10,1	3,5	22,7
	1991	1,8	1,0	2,9	1,8	0,3	4,2	11,4	3,4	23,5
Abbotsford*	2006	1,2	0,7	2,8	2,3	0,9	6,3	11,6	6,6	26,1
	2001	1,3	0,8	2,5	1,6	0,3	4,7	10,8	4,9	25,8
	1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Vancouver	2006	2,1	1,2	3,8	3,5	1,5	7,6	15,1	8,8	27,6
	2001	2,3	1,6	3,5	3,7	1,3	7,6	15,3	7,7	27,9
	1996	2,2	1,2	3,7	4,6	1,8	9,0	16,9	7,3	31,8
	1991	2,2	1,2	3,7	3,2	1,0	6,4	17,0	6,4	31,8
Victoria	2006	1,4	0,7	2,6	1,7	0,4	4,1	11,4	4,5	24,5
	2001	1,6	1,1	2,4	1,5	0,4	3,4	12,4	4,7	26,3
	1996	1,6	1,0	2,7	2,5	0,5	5,8	14,5	5,1	30,8
	1991	1,9	1,2	2,9	1,8	0,4	4,0	14,8	5,0	30,6

Remarques : Comme il s'agit de chiffres arrondis, il se peut que leur somme ne corresponde pas aux totaux indiqués.

Le nombre estimatif de ménages est arrondi à la centaine près. Les pourcentages sont établis au moyen des données non arrondies.

Une description complète des termes et des notions est fournie dans la partie du Point en recherche intitulée Définitions.

* Des données comparables de 1991 et 1996 ne sont pas disponibles pour Kingston et Abbotsford, vu que ces régions sont devenues des RMR en 2001.

** Des données comparables de 1991, 1996 et 2001 ne sont pas disponibles pour Moncton, Peterborough, Brantford et Guelph, vu que ces régions sont devenues des RMR en 2006.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement)

REMERCIEMENTS

La SCHL contribue au financement de la collecte de données sur le logement pour le Recensement du Canada et les enquêtes de Statistique Canada. L'information de Statistique Canada est utilisée avec la permission de l'organisme. Il est interdit aux utilisateurs de reproduire les données et de les rediffuser, telles quelles ou modifiées, à des fins commerciales sans le consentement exprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, le cas échéant, de Statistique Canada. On peut se renseigner sur l'éventail des données de Statistique Canada auprès des bureaux régionaux de l'organisme, sur son site Web (www.statcan.gc.ca) ou encore par téléphone, en composant, sans frais, le 1-800-263-1136.

Pour obtenir davantage d'information au sujet des données sur le logement de la SCHL fondées sur les résultats des recensements, veuillez vous référer au *Logement au Canada en ligne* sur le site Web de la Société, www.schl.ca. Pour toute question concernant le présent document, pour formuler des observations à son égard ou pour suggérer des sujets de recherche, merci de bien vouloir nous contacter, soit par courriel, à l'adresse HiCO-LaCel@schl.ca, soit par la poste, à l'adresse suivante :

Politiques et recherche
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Directeur de projet à la SCHL : Derek McCall

Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la *Loi nationale sur l'habitation*, le gouvernement du Canada verse des fonds à la SCHL afin de lui permettre de faire de la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et d'en publier et d'en diffuser les résultats.

Le présent feuillet documentaire fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Pour consulter d'autres feuillets *Le Point en recherche* et pour prendre connaissance d'un large éventail de produits d'information, visitez notre site Web au

www.schl.ca

ou communiquez avec la

Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7

Téléphone : 1-800-668-2642

Télocopieur : 1-800-245-9274

©2009, Société canadienne d'hypothèques et de logement
Imprimé au Canada
Réalisation : SCHL

23-09-09

Bien que ce produit d'information se fonde sur les connaissances actuelles des experts en habitation, il n'a pour but que d'offrir des renseignements d'ordre général. Les lecteurs assument la responsabilité des mesures ou décisions prises sur la foi des renseignements contenus dans le présent ouvrage. Il revient aux lecteurs de consulter les ressources documentaires pertinentes et les spécialistes du domaine concerné afin de déterminer si, dans leur cas, les renseignements, les matériaux et les techniques sont sécuritaires et conviennent à leurs besoins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se dégage de toute responsabilité relativement aux conséquences résultant de l'utilisation des renseignements, des matériaux et des techniques contenus dans le présent ouvrage.